



Une intervention présidentielle « hors sol » et pleine de contradictions

Lors de son intervention télévisée d'hier, le président de la République a fait la démonstration de son décalage avec la réalité sociale du pays et a multiplié les contradictions. Un discours où la démagogie n'a d'égale que la visée populiste du propos.

Alors que « la terre brule », littéralement en Amérique du Nord en ce moment, rien, pas un mot sur les questions climatiques et les enjeux environnementaux !

Alors que les violences faites aux femmes s'accroissent, pas un mot sur la situation, pas une mesure de protection, pas un projet, rien...

Alors que la majorité des travailleur.euse.s ne boucle pas les fins de mois et que l'économie ne pourra véritablement repartir que grâce à la consommation des ménages, pas un mot sur les salaires, pas de propositions pour augmenter significativement le Smic, les minima sociaux, les pensions...

Alors que la jeunesse paie un lourd tribut en termes d'emploi, d'accroissement sans précédent de la précarité, d'isolement, de renoncement aux études, de non accès à l'alternance, à l'emploi, etc., pas un mot pour viser un retour au « plein emploi »...

Toutes les réalités sociales du quotidien ont été éludées par un Président bien plus préoccupé par sa réélection que de véritablement répondre aux préoccupations du monde du travail.

Des contradictions qui confinent à l'absurde

../.. suite à télécharger

100% pour la vaccination... Contre son imposition !

Le président de la République, lors de son intervention d'hier, a annoncé un ensemble de mesures pour lutter contre la pandémie en France, une pandémie mondiale qui n'épargne pas les autres continents et qui frappe le monde depuis plus d'un an maintenant.

Face au risque d'une « 4ème vague » dû au variant « Delta », la vaccination va être intensifiée et des mesures restrictives visant celles et ceux qui ne seront pas vacciné.e.s vont être mises en œuvre.

« Faire peser les contraintes sur les non vacciné.e.s », voici la stratégie présidentielle. Qu'il est loin le temps, rappelons-nous, où les masques étaient inutiles, où le gel manquait, où les soignant.e.s étaient obligé.e.s, par la loi, d'aller travailler sans avoir tous les moyens de protection...

Fidèle à sa pratique, le Président stigmatise une partie de la population, plus précisément des travailleurs et majoritairement des travailleuses : le personnel soignant et non-soignant des hôpitaux, des Ehpad, les aides à domicile, etc.

Héros et héroïnes de cette crise, ils/elles seraient aujourd'hui des irresponsables mettant en danger la population car, soi-disant, rétifs à se faire vacciner... De qui se moque-t-on ?

Pour la CGT, la vaccination doit se développer, elle a largement fait ses preuves à travers notre histoire. C'est là une question de santé publique, particulièrement dans cette période de pandémie. Dans ce cadre, nous revendiquons que les brevets tombent dans le domaine publics, que les laboratoires privés cessent de générer des milliards de bénéfices sur la santé.

Pour nous, la vaccination doit se mener dans une démarche de « [convaincre plutôt que de contraindre](#) » ; ce qui nous oppose aux mesures prises en direction des personnels (soignants et non-soignants des hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, établissements pour personnes en situation de handicap, en lien avec des personnes âgées ou fragiles, y compris à domicile) qui consistent à rendre obligatoire la vaccination sous peine de sanctions ; ce n'est pas la vaccination, c'est bien son obligation !

Cette obligation, non seulement stigmatise une partie de celles et ceux qui n'ont pas baissé les bras ces derniers mois, bien au contraire, mais elle introduit aussi une « obligation vaccinale » à des salarié.e.s avec ce que cela implique en termes d'atteinte aux libertés individuelles. C'est une mesure qui s'appliquera aussi à l'ensemble des salarié.e.s accueillant des clients ou des usagers... autant dire la très grande majorité du monde du travail.

Notre protection sociale, « joyau de notre modèle social »... que Macron voudrait pourtant détruire !

Le président de la République, lors de son allocution télévisée d'hier, a notamment annoncé la poursuite de sa politique libérale et de casse des conquises sociales, en voulant imposer une réforme de l'assurance chômage au 1er octobre 2021, sans tenir compte de l'opposition de l'ensemble des confédérations syndicales à ce projet.

Que faut-il de plus qu'une position unanime des organisations syndicales contre la réforme de l'assurance chômage et une censure du Conseil d'État pour que le président de la République prenne en compte la dimension profondément injuste, inégalitaire et antisociale de sa réforme ?

../.. suite à télécharger

Public: [Infos Confédérales](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
